

REGION

Economie Emplois d'avenir et entreprise au menu de la visite hier de Michel Sapin et Pierre Moscovici à Besançon

« On s'attaque à un noyau dur »

Besançon. « Cela permet de travailler à temps plein, c'est intéressant et c'est plus avantageux que les contrats aidés que j'avais enchaînés » : pas du tout intimidée, Nora par la présence de deux ministres, et pas le style à en rajouter. Dans ce salon du conseil général du Doubs à Besançon, la jeune fille de Montbéliard dit simplement sa satisfaction d'avoir décroché un emploi d'avenir comme agent administratif à Habitat 25. Michel Sapin, ministre du Travail, et Pierre Moscovici, ministre de l'Économie, tous deux accueillis par Claude Jeanmarron, patron du département, sont certes ravis. Nora fait bien le job, ils sont sept autres jeunes, comme elle, à avoir obtenu un emploi d'avenir, « un vrai emploi à temps plein, payé au Smic pour une durée permettant d'avoir des perspectives et avec une vraie formation qualifiante ». Julie se destine à être aide-soignante, Damien agent d'entretien et de maintenance, Mohamed agent d'espaces verts. Ces emplois d'avenir se veulent la concrétisation d'une des promesses de campagne de François Hollande, la lutte contre le chômage des jeunes pas ou peu qualifiés et souvent issus de zones socialement défavorisées.

« Les emplois d'avenir ne vont pas régler le problème du chômage. Il faut une politique, jouer de tout, il faut une croissance, une stabilisation de l'Europe, le finan-

cement de l'économie. On a 3 millions de chômeurs. 500 000 jeunes n'ont ni emploi ni formation, c'est l'échec de notre économie et une forme d'échec de notre système éducatif. Cette galère n'est pas supportable, on répond là à une urgence sociale en s'attaquant à un noyau dur inacceptable dans une société en terme de cohésion sociale. Ces emplois sont là aussi pour redonner confiance », souligne Michel Sapin.

Haute précision de Cryla

Si la signature de tels contrats d'avenir, parrainage de ministres aidant, fait actuellement l'objet d'une intense campagne de communication gouvernementale, l'entreprise et la compétitivité étaient hier également au programme. Michel Sapin et Pierre Moscovici se sont rendus chez Cryla, société de pointe qui conçoit et réalise des composants et sous-ensembles microtechniques pour l'aéronautique, le médical et le luxe. Guidés par le directeur général, Thierry Bisiaux, les deux ministres ont fait le tour de l'entreprise employant 72 salariés et devant intégrer en 2013, un nouveau site de 3 500 m² sur la technopôle de Besançon. Pierre Moscovici l'a souligné : « Cryla, c'est l'exemple des belles PME françaises avec un bon climat social, une expertise technologique et de la performance économique ».

YVES ANDRIKIAN



■ Thierry Bisiaux, directeur général de Cryla, a présenté l'entreprise au savoir-faire de haute précision. Photo Ludovic LAUDE



■ Michel Sapin et Pierre Moscovici ont parrainé les contrats emploi d'avenir de huit jeunes du Doubs, hier, au conseil général, à Besançon. Photo DR

Site de Florange

Michel Sapin et Pierre Moscovici sont « du côté de l'emploi »

« Arcelor Mittal n'a pas le droit d'utiliser toutes les armes... Notre souci est de trouver un repreneur des hauts fourneaux »



Visiblement, Michel Sapin s'attendait, hier, à être interrogé sur le recadrage d'Arnaud Montebourg joliment effectué par ses soins. Le ministre du Redressement productif avait carrément menacé de contrôle public, même temporaire, le site de Florange d'Arcelor Mittal. Réplique du ministre du Travail : « On n'est plus dans une époque où on nationalise la sidérurgie ».

Hier à Besançon, Michel Sapin a souligné à propos du site de Florange : « Arnaud Montebourg est dans un rapport de forces, à juste titre, avec Mittal. Il faut que cette entreprise fasse un

effort supplémentaire, on ne peut accepter la façon dont Mittal veut se séparer d'une partie de l'activité qui est fondamentale ». En fait, Arcelor Mittal se séparerait volontiers de la filière liquide (production d'acier brut à partir de minerai de fer et de charbon) tout en conservant les autres activités alors que le gouvernement l'incite à céder l'ensemble du site.

Par ailleurs et toujours à propos de Mittal, Michel Sapin a indiqué : « La discussion est engagée. Je pense qu'on n'a pas le droit d'utiliser toutes les armes mais chacun choisit ses armes. Notre souci est de faire en sorte qu'un

opérateur, un industriel, une entreprise puisse reprendre l'activité des hauts fourneaux à Florange et nous continuerons à travailler dans ce sens. La discussion est engagée et je souhaite qu'elle puisse aboutir dans les jours qui viennent ».

De son côté, le ministre de l'Économie et des Finances, Pierre Moscovici, a précisé : « Le gouvernement travaille sur ce sujet avec la volonté de déboucher sur une reprise des hauts fourneaux, le gouvernement est du côté de l'emploi ». Michel Sapin et Arnaud Montebourg avaient signé, hier matin, un communiqué commun sur Mittal.

Y.A.